

# RECONQUÊTE!

## HAUTE-GARONNE

### EDITO

---



Chers Amis,

La démocratie est un bien précieux qui repose sur la libre pensée, la libre expression et le respect de tous les contradicteurs. Parce qu'il n'est pas un seul sujet qui ne puisse être abordé sous diverses perspectives, la solution est toujours multiple. Tout dépend du point de vue, de l'argumentaire, des réalités factuelles et de nos critères de priorité ou de compromission. Voilà sur quoi devrait porter un débat honnête. Sauf qu'entre nous et nos opposants le débat honnête est impossible. La doxa médiatique à la solde du pouvoir nous impose de nous taire. Ils sont le bien, nous sommes le mal. Ils ont raison, nous avons tort. Et plus les faits vont dans notre sens, et plus l'injonction se fait menaçante.

C'est pourtant notre légitimité. Alors comme Eric Zemmour ne lâchons rien. Continuons à faire comme si la démocratie française était un bien chéri par tous. Continuons à dire ce que nous avons à dire. Continuons à commenter l'actualité surtout quand elle nous donne raison.

Les amalgames entre l'extrême droite, l'ultra droite, la violence insurrectionnelle, le fascisme, le nazisme dont nous abreuvons quotidiennement les médias n'y feront rien. Rien n'occultera le réel. Tout finira par mettre en lumière la négation idéologique permanente de nos détracteurs.

L'insécurité n'est pas un ressenti. Le grand remplacement n'est pas un fantasme. Les dangers du wokisme ne sont pas une fable enfantine.

Pourquoi nous interdire de pleurer Lola assassinée par une femme OQTF quand George Floyd est érigé en symbole ?

Pourquoi nous reprocher de ne pas vouloir de migrants dans nos villages quand le gouvernement cherche à expulser les campements sauvages de Paris pour les JO ?

Pourquoi nous demander de travailler plus pour augmenter nos impôts de 30% en six ans et accueillir toujours plus de migrants inactifs mais subventionnés à nos frais ?

Pourquoi vouloir nous convaincre que Matteo, 18 ans, tueur à gage à Marseille n'est qu'une exception qui confirme le bon vivre au pied de « la Bonne Mère » ?

Pourquoi nous imposer une écologie mortifère au détriment d'une alternative modérée en harmonie avec notre vie en société, notre économie agricole, nos besoins alimentaires d'omnivores, nos modes de reproduction naturels ?

Pourquoi laisser à la gauche l'exclusivité du féminisme et de l'égalité sociale des sexes quand les LGBT+ ne savent parler que de genre, de constructions sociales qui renient la nature, de PMA, de GPA, et de drag queen qui acculent l'image de la femmes à une piètre caricature sexiste et machiste ?

Pourquoi refuser d'admettre que les « fight club » clandestins entre des collégiens de Fermat à Toulouse prouvent que la mixité sociale à tout prix au détriment de la méritocratie ne fera jamais remonter la France dans le classement PISA ?

Comment s'acharner avec une telle véhémence à défendre l'indéfendable, à nier la réalité, à inverser le sens des valeurs, à protéger l'assassin au détriment de sa victime, à traiter de raciste celui d'ici qui accueille contre celui, venu d'ailleurs, qui le terrorise et l'insulte. Notre époque est unique dans l'histoire. Nous nous devons d'en dénoncer les outrances, les déviances et les incohérences. La diabolisation de notre démocratie ne doit pas nous empêcher de continuer à la chérir.

## **EVENEMENT**

---

### **STANISLAS RIGAULT : chaleureux accueil à Toulouse**



Ce 3 mai restera dans nos mémoires de militants comme une soirée particulièrement réussie. Plus de 200 adhérents avaient fait le déplacement pour écouter, échanger et passer un agréable moment avec Stanislas Rigault.

Une réunion publique vivante et dynamique qui a ravi tous les participants. Le bureau départemental était au complet, organisé et en ordre de marche autour de Chantal Dounot. Nos GZ , nombreux et déterminés. Nos forces de



sécurité toujours très engagées pour assurer le bien-être de tous.



Et vous tous, venus de toute la Haute-Garonne à la rencontre de Stanislas, toujours heureux de vous retrouver entre amis.





En cette période sans aucun enjeu électoral, la mobilisation dont toute notre fédération à fait preuve est une belle promesse d'avenir pour Reconnquête! en Haute-Garonne. Merci à vous tous.

## FEDERATION 31

---

### **L'Occitanie au Conseil National de Reconnquête!**

Ce 14 mai, tous les élus et délégués départementaux de Reconnquête! étaient



conviés au Conseil National du parti. Le moment pour eux de se mettre au travail pour élaborer nos axes d'orientation thématique, nos plans d'action et le futur programme des prochaines échéances électorales.

Notre région y était bien représentée ainsi que notre département. Une présence essentielle pour remonter et défendre au national nos préoccupations locales.

### LA FRANCE, LA GAUCHE ET L'IMMIGRATION

Depuis plusieurs mois, la France fait face à une vague de violences perpétrées par une frange insurrectionnelle de gauche. Le prétexte : la réforme des retraites. Cette mouvance, plus souvent qualifiée d'islamo-gauchiste, se compose de divers courants de la NUPES : France Insoumise, Parti Communiste, Ecologistes, syndicalistes de type CGT et autres Blacks Blocks. A y regarder de plus près, cette confrontation entre la gauche insurrectionnelle et le président en exercice ressemble à un conflit interne au courant progressiste qui pourrait dériver dangereusement vers une révolte contre l'immigration en provenance d'Afrique et du Maghreb. Certes, il ne s'agit que d'une hypothèse. Mais elle est plausible. Et si elle devait se vérifier, cela deviendrait évidemment un problème politique majeur pour nos opposants. Explications.

#### **Macron, Mélenchon et Momo**

C'est un peu comme l'énigme du chou, de la chèvre et du loup.

Malgré leurs divergences sur la question des retraites, la gauche de Mélenchon et l'état macronien ont un point commun fondamental : ils ont tous deux besoin de l'immigration et des musulmans pour obtenir des voix lors des élections présidentielles ou législatives.

Nous le savons, les musulmans votent tantôt pour les macronistes, tantôt pour les mélenchonistes, selon les directives de leurs imams respectifs.

Cette réalité politique encourage l'État à poursuivre sa politique migratoire à frontière grandes ouvertes à tous les vents. Ce choix est plébiscité par l'Europe. Car force est de constater que dans un pays comme la France, lourdement désindustrialisé, le seul moyen de maintenir une économie est de miser sur la consommation et de satisfaire les besoins des grandes entreprises. Un équilibre précaire qui exige un nombre certain de consommateurs.

#### **L'État, l'économie et l'immigration**

L'État progressiste, représenté par les gouvernements successifs de Hollande, Sarkozy et Macron, a de facto, toujours fait le choix de favoriser l'économie de consommation au détriment de l'industrie. Un choix qui a entraîné la disparition de nombreux emplois et de nombreux conflits sociaux durant les dernières décennies.

Mais ce contexte du marché de l'emploi dégradé conjugué à une évolution des mentalités a eu pour effet d'accélérer irrémédiablement la chute des natalités. Et sans consommateurs, aucune économie basée sur la consommation ne peut

résister. L'option d'une politique nataliste aurait pu fonctionner. Mais il fallait l'anticiper. Alors l'État décide de recourir à l'immigration en provenance du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne pour maintenir un flux de consommateurs sur le territoire national. De nouveaux consommateurs désargentés par de lourds tribus payés aux passeurs, et qu'il faut donc solvabiliser. C'est ici que le concept de l'immigration socio-familiale, autrement appelé « regroupement familial », prend tout son sens et son essor.

### **L'effet boomerang**

Selon cette théorie de l'historien Pierre Vermeren, les migrants venus d'Afrique et du Maghreb ne sont pas accueillis en France pour travailler. Ils sont conviés à venir consommer.

C'est pour soutenir les secteurs économiques tels que les banques, les télécoms, les transports, le BTP, la grande distribution et l'industrie pharmaceutique que l'Etat progressiste les encourage à s'installer en France. Et ces dépenses sociales liées à l'immigration sont in fine financées en grande partie par les Français qui travaillent, à travers les différentes allocations et les transferts sociaux.

Mais voilà, ce modèle s'essouffle. Les impôts augmentent, les salaires stagnent, le coût de la vie flambe, l'hôpital sature, les services publics se réduisent comme peau de chagrin et beaucoup de ceux qui travaillent finissent par vouloir rejoindre le camp de ceux qui consomment. De plus en plus de chômeurs, de moins en moins d'actifs, de plus en plus d'offres d'emploi sans candidat, de plus en plus d'employeurs en mal d'employés.

Jacques Attali avait soutenu que l'immigration contribuerait à financer les retraites des Français. Mais la réalité est que les réformes successives des retraites ont entraîné une baisse constante des pensions mécaniquement nécessaire pour financer, entre autres, la solvabilité de l'immigration de consommation. Comme la réduction de l'accès aux soins de santé constatée par tous les Français, avec la suppression de lits hospitaliers et les listes d'attente, n'est autre qu'une conséquence de cette spirale infernale d'une immigration qui coûte plus qu'elle ne rapporte. Transfert d'argent à l'étranger, échec scolaire des enfants, montée de la délinquance, communautarisme... Qui a dit qu'accepter de venir consommer en France, voulait dire accepter d'épouser la France ? Tragique malentendu. Le retour sur investissement se fait attendre. Les dépenses sociales augmentent, mais les dépenses liées aux retraites et à la santé des Français doivent diminuer pour continuer à soutenir la consommation des migrants dont la France s'est rendue tributaire.

### **Les travailleurs, les consommateurs et les électeurs**

On entrevoit que ce système à court terme s'enferme dans une impasse. La contestation de la réforme des retraites n'est qu'un premier signe d'une implosion annoncée, si d'aventure on ose, selon notre théorie, l'interpréter comme une

protestation indirecte contre la politique d'immigration de consommation qui a fini, entre autres facteurs, par scinder notre population en deux camps inéquitables : ceux qui travaillent et ceux qui consomment.

L'extrême gauche, qui favorise l'immigration, commence à réaliser les conséquences de cette politique sur ses propres intérêts. Entre la gauche populiste favorable à l'immigration et la gauche progressiste au pouvoir, la tension monte sur la question insoluble du « qui et comment pour régler la facture finale ».

Difficile dans ce contexte de continuer à mettre le dossier immigration sous la pile. Mais personne n'a la solution sauf à envisager un grand revirement à droite. Ce qui à gauche est évidemment impossible.

Comment trouver, pour le camp progressiste, le moyen d'en débattre sans inviter les partis de droite à la table ? Comment, pour la gauche mélenchoniste et l'état macronien, réussir à parler immigration sans donner raison au RN ou à Reconquête! ... Comment changer de politique sans l'avouer... Comment éviter de faire sauter le cordon sanitaire si précieux en période électorale... Comment trouver un consensus dans ce camp progressiste hétéroclite de gauche qui compte dans ses rangs un front antiraciste radical capricieux ?

Personne n'ose bouger. Mais chacun mesure l'urgence. Comme debout sur une poudrière avec un détonateur autour du coup relié à une minuterie.

Le gouvernement se lance. il promet une réforme. Un grand débat à l'assemblée. Puis il recule, hésite, se relance puis abandonne encore. La Nupes passe son tour. Les LR toujours en quête d'identité, de lumière et d'un nouveau souffle voient peut être l'occasion d'une opportunité à leur mesure. Un plan immigration LR est annoncé. Un placebo. Le RN, obnubilé par l'idée de devenir fréquentable, préfère attendre pour voir dans quel sens tourne le vent. L'heure de la Reconquête! approche. Comment en serait-il autrement ?

Si notre analyse projective se vérifie, un nouveau cap politique majeur va s'imposer à la France. Et Eric Zemmour et notre parti Reconquête! en seront les principaux acteurs.

Fiction ou réalité ? En tout cas c'est une théorie qui a déjà le mérite de nous avoir permis de partager un bon moment.

## ACTIONS LOCALES

---

### Initiatives & Propositions

Savez-vous que vous pouvez participer à une action locale, dans votre quartier, votre village ou votre canton ? Vous pouvez même en prendre l'initiative ! Toutes les propositions, du niveau départemental au niveau du quartier, sont importantes à considérer.

N'hésitez pas à contacter votre délégué de circonscription, par e-mail ou par la boucle Telegram de circonscription, qui pourra vous orienter et vous conseiller.

### Parents Vigilants

Vous êtes toujours plus nombreux à rejoindre les [parents vigilants](#). Sachez que vous pouvez dorénavant joindre directement votre référent Parents Vigilants de Haute-Garonne par e-mail : [31@parents-vigilants.fr](mailto:31@parents-vigilants.fr)

## L'IMAGE DU MOIS

---

### ANTIFA LE JEU (La Horde) aux Editions Libertalia

Ce n'est ni une mauvaise blague ni une nouveauté, juste la dernière édition d'un jeu de société dont la doxa gauchisante raffole. Donc n'y voyez aucun mal, aucune discrimination, aucune stigmatisation, aucune malveillance ou mauvais esprit.

Le but du jeu : combattre les racistes, les manifs homophobes, les violences fascistes... Pour contrer l'extrême droite, c'est à vous de jouer ! Et avec quelques ami-es, vous montez un groupe antifasciste afin de mettre en place des actions. Evidemment, cela va vous demander du temps, des moyens et une once d'organisation, d'imagination et de stratégie. Un jeu qui promet à coup sûr de **MIEUX VIVRE ENSEMBLE ???**



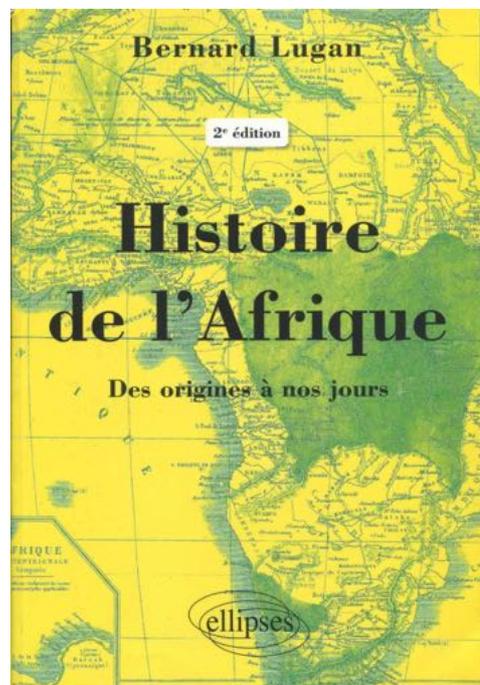
### **HISTOIRE DE L'AFRIQUE, des origines à nos jours** Bernard Lugan, Éditions ellipses, 2020

Bernard Lugan fut le conseiller aux affaires africaines d'Éric Zemmour lors de la campagne présidentielle de 2022. Et la lecture de son ouvrage de référence, exhaustif, permet rapidement de comprendre pourquoi. En effet, en dépit de ses diplômes et de son immense culture, Bernard Lugan ne fait pas consensus dans la communauté scientifique – non pas qu'il serait mauvais historien (il est même excellent) mais parce qu'il a une qualité devenue trop rare de nos jours : il décrit le réel. Et l'histoire de l'Afrique telle que Bernard Lugan nous la dévoile va bien trop à l'encontre de la doxa officielle pour que la gauche qui parasite l'université comme un ténia ne s'en offusque pas.

Et pourtant, Lugan ne fait rien d'autre qu'un exposé chronologique, qui court de la préhistoire jusqu'à l'époque actuelle et, comme tout historien digne de ce nom, il ne fait rien d'autre qu'exposer les causes des événements. Mais ce faisant, il délivre l'Occident de toute culpabilité s'agissant de l'état de déliquescence actuel du continent africain, renvoyant la gauche, non pas à ses contradictions, qui sont déjà nombreuses, mais carrément à son aveuglement – pire, à ses mensonges.

Lugan n'a pas écrit ici un livre sur l'esclavage ou la colonisation, ce qui est déjà une preuve en soi de sa neutralité et de son absence de parti pris : il a écrit un livre sur l'histoire de l'Afrique. Mais le seul exposé des faits historiques permet à l'esprit curieux de retrouver les éléments qui renvoient chacun à ses responsabilités. Et ces éléments une fois réunis, un Reconquérant bon teint ne pourra que ricaner à la face des islamo-gauchistes qui tenteront de jouer la carte de la culpabilisation.

En veut-on quelques exemples ? Le premier, le plus rabâché : l'esclavage, dont le grand méchant homme blanc serait l'inventeur et le promoteur. Mais, à la page 317, Lugan nous dit qu'il a existé trois traites esclavagistes : la première est la traite intra-africaine, c'est-à-dire des Noirs qui vendaient des Noirs à d'autres Noirs ; la deuxième est la traite arabo-musulmane, qui, nous dit Lugan page 152, a commencé dès l'an 652 (rappelons que l'Hégire commence en 622, comme quoi les Musulmans n'ont pas attendu longtemps avant de se livrer à ce commerce infâme) ; la troisième et dernière est la traite atlantique, qui ne court que sur quatre siècles et qui fut



infiniment moins brutale que celle des Arabes (Lugan souligne que les jeunes garçons noirs capturés et vendus aux Arabes étaient systématiquement castrés et que seul 1 sur 200 survivait à ce traitement horrible ; nous ne sachons pas que la traite atlantique ait commis quoi que ce soit d'approchant...). L'Occident a renoncé à moins de quatre siècles d'esclavage au début du XIXe siècle en Europe, et en 1865 aux États-Unis ; il a fallu attendre le début du XXe pour que cesse dans le monde musulman un esclavage vieux de 1300 ans, et ce sous la pression occidentale. Libre aux islamo-gauchistes, bien sûr, de juger que l'Occident a mal agi en abolissant l'esclavage...

Un autre exemple ? Le deuxième plus rabâché : la colonisation, qui aurait été une catastrophe économique, politique et démographique pour le continent noir. La démographie ? Elle a commencé à exploser dès le XVIIe siècle lorsque les Africains ont privilégié la culture du maïs contre les plantes locales (p. 289). Et les prélèvements dus à l'esclavage n'ont pas causé de baisse significative de la population (p. 331). La politique ? Les guerres qui agitent l'Afrique depuis la décolonisation n'ont pas été causées par l'Occident, elles ne sont que la reprise de conflits ethniques séculaires qui datent de bien avant l'arrivée de l'homme blanc (p. 11), fondés sur l'opposition naturelle entre le pasteur et l'agriculteur. Et chercher à toute force l'implantation de la démocratie libérale en Afrique est une erreur monumentale dans la mesure où le fondement de la société y est le groupe et non pas l'individu (p. 732). L'économie ? On ne peut accuser l'Occident d'avoir pillé l'Afrique, d'avoir fondé sa propre richesse sur l'exploitation des Africains. D'une part, c'est parce que l'Occident était déjà riche qu'il a pu se permettre de coloniser (p. 326), et la France en particulier n'avait pas de raisons économiques de chercher des colonies : elle devait juste avoir quelques comptoirs commerciaux et faire pièce au Royaume-Uni (pp. 479 – 481). D'autre part, la colonisation fut même ruineuse pour les diverses métropoles (pp. 664 – 665) : dans les années 50, l'Algérie ne survivait que parce que la France la tenait à bout de bras, à ses propres dépens (p. 671).

Il serait encore possible de broder en soulignant que la colonisation fut une idée de gauche qui voulait répandre les idéaux de la Révolution (p. 483 – 484), ou en rappelant que l'un des pères de l'abolition de l'esclavage que les gauchistes érigent en exemple, à savoir Abraham Lincoln, niait la possibilité pour les Blancs et les Noirs de vivre ensemble (p. 400, note 1). Mais nous préférons laisser au lecteur le soin de travailler par lui-même. Il verra alors que le destin de l'Afrique est entre les mains des Africains et qu'il en a toujours été ainsi, ce contre les tentatives pathétiques de culpabilisation de l'homme blanc.

Et qu'on ne s'y trompe pas : affirmer que le destin des Africains est entre leur main est une marque de respect, c'est justement leur reconnaître le statut d'être humain responsable et libre. Gémir sur le passé, exciper d'un déterminisme historique pour excuser ses propres incuries : voilà un discours d'esclave. Ça n'est pas le discours que nous tenons. Quel discours eux tiendront-ils ?

## QUELQUES CHIFFRES

---

### L'ECOLE : LE TABLEAU NOIR

(source MENESR-DEPP)

- **25** erreurs a une dictée identique : **5%** en **1987**      **20%** en **2015**
- **En 30 ans**, baisse du niveau scolaire en primaire en mathématiques :
  - **83%** des élèves de CM2 en **1887** maîtrise la soustractioncontre **55%** en **2015**.
  - **74%** de CM2 maîtrise la division en **1987** contre **37%** en **2015**
- **Au classement PISA, entre 2000 et 2018 la France chute** : (source OCDE)
  - de **8** places en compréhension écrite
  - de **12** places en culture scientifique
  - de **15** places en mathématiques
- Pourtant, en **40 ans**, la dépense par élèves a presque doublé : en **1980** un élève coutait **4.840€** contre **8920€** en **2019** (source MENJS-MESRI-DEPP compte éducation)
- La violence a explosé dans les collèges et lycées en **10 ans** : entre **2008** et **2018** le nombre d'incidents graves déclarés a augmenté de **48%** en lycée pro et de **80%** en lycée général.